

COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Faire les choses autrement

Par : Martine Letarte, collaboration spéciale

L'enjeu de la biodiversité touche de près les communautés autochtones dont la survie a dépendu, pendant des milliers d'années, de la qualité des ressources naturelles.

Les questions de développement et de protection les préoccupent grandement, d'autant plus que bien souvent, leurs visions diffèrent de celles des gouvernements, des industries et des groupes environnementaux. Si encore beaucoup de chemin reste à faire pour satisfaire ces communautés, certaines initiatives sont prometteuses.

«Les peuples indigènes font partie de la biodiversité, comme l'indique l'article 8 de la Convention sur la biodiversité biologique conclue en 1992, dont le Canada est signataire. Tout est lié et toutes les solutions prises pour protéger et développer la forêt boréale doivent se faire avec les autochtones. C'est leur milieu de vie», affirme Valérie Courtois, conseillère principale, affaires autochtones, chez Initiative boréale canadienne (IBC).

Pour la spécialiste, il est clair que les communautés autochtones ont intérêt à protéger des espaces, mais en même temps, elles ont besoin de se développer. « En fait, les communautés sont très divisées en ce moment sur les questions de développement. Il est grand temps qu'elles discutent des bonnes et des mauvaises façons de faire. Parce qu'il est évident que les projets de protection et de développement devront se faire selon leurs droits, leurs besoins, leurs valeurs et leurs désirs», ajoute-t-elle.

Un des enjeux importants pour les autochtones est le caribou, indique Serge Ashini Goupil, qui organise des séjours aux abords de la rivière George pour mieux faire connaître la nation innue. « Les Innus occupent ce territoire et ils y chassent le caribou depuis 7000 ans, précise-t-il. On doit s'assurer d'avoir du caribou pour encore des milliers d'années. Pour ça, il faut améliorer les pratiques d'utilisation du territoire. Les caribous parcourent un territoire énorme et sur leur chemin, ils rencontrent des mines, des barrages, des pourvoiries et des zones forestières. Il arrive en ce moment qu'ils restent pris dans ces zones.» Il croit qu'il est essentiel que tous les acteurs travaillent ensemble pour améliorer leurs pratiques. « Mais c'est évident qu'il faut permettre aux Premières Nations de prendre le leadership », ajoute-t-il.

Un projet pilote

Après des années de négociations, c'est un peu le rêve qui devient réalité pour la communauté innue de Mashteuiatsh, qui commence à travailler sur son projet de gestion du territoire de la Réserve faunique Ashuapmushuan. « Le gouvernement nous a donné 680 000 \$ sur 12 mois pour élaborer un prototype de notre plan d'aménagement intégré. Parce que contrairement à ce que fait la SEPAQ (Société des établissements de plein air du Québec), nous n'allons pas seulement nous occuper des ressources fauniques », explique Alain Nepton, consultant pour le Conseil tribal Mamuitun pour ce dossier.

La communauté innue de Mashteuiatsh souhaite aussi s'occuper de la gestion de la forêt. « Pour gérer un territoire, le gouvernement regarde d'abord les ressources forestières qu'on peut exploiter. Ensuite, il regarde les communautés et les autres activités. Avec notre approche intégrée, nous souhaitons plutôt regarder toutes les activités et trouver un équilibre », ajoute-t-il.

En demandant à la communauté d'élaborer son prototype de gestion du territoire, le gouvernement souhaite arriver à en évaluer les impacts. « Ils veulent voir si ça fera diminuer la coupe forestière et de combien. Ils veulent aussi évaluer la réceptivité du milieu, notamment des MRC », affirme Alain Nepton.

La communauté innue évalue également la possibilité de dicter ses propres règles à l'industrie qui viendra exploiter ce territoire.